

UN COMBAT POUR LA LIBERTÉ Pour l'autodétermination des peuples!

Après 38 ans de dictature d'Étienne Éyadéma Gnassingbe, un groupe d'officiers de l'armée togolaise, soutenu par le gouvernement français a tenté d'installer de force le fils du dictateur, Faure Gnassingbe, à la tête de l'État. Ce coup de force a avorté, grâce à la mobilisation du peuple et d'une partie des institutions internationales. Pour autant, ceci n'a pas dissuadé les putschistes. Couverts par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et le gouvernement français, ils ont eu les mains libres pour organiser une parodie d'élection afin d'habiller cette prise de pouvoir par le même fils devenu candidat.

Sans surprise, c'est dans un climat d'irrégularités, de violences et d'absence de transparence qu'a été organisée l'élection présidentielle du 24 avril dernier. Et ce malgré les appels répétés de l'opposition et de la société civile à un report de ce scrutin. À deux jours de l'élection, le ministre de l'Intérieur, en charge du scrutin, prenant enfin la mesure de la gravité de la situation, a demandé lui-même ce report : il a été aussitôt limogé et a dû se réfugier à l'ambassade d'Allemagne.

Selon la Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH) « les bourrages d'urnes, les listes électorales tripataouillées, les électeurs privés du droit de vote, les intimidations, les lynchages, les opérations commandos de militaires dans les bureaux de vote pour emporter ou détruire des urnes, occasionnant des pertes en vies humaines et des blessés, les dépouillements des bulletins de vote en l'absence des délégués de l'opposition et des électeurs, les votes parallèles et multiples, etc. » sont les incidents qui ont émaillé l'élection sur tout le territoire.

Sans surprise, la Commission électorale (CENI), à la solde des putschistes, a annoncé le mardi 26 avril, la victoire de Faure. Sans surprise, le peuple refuse et c'est l'affrontement. Depuis

• COLLECTIF DES ASSOCIATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU TOGO.

Le 24 avril 2005, les citoyens togolais se sont massivement rendus aux urnes pour exercer leur devoir de citoyen, ceci malgré une atmosphère extrêmement tendue dénoncée par le collectif des associations de la société civile et des organisations syndicales du Togo depuis le décès du Général Éyadéma. Cette tension a été exacerbée par la révision partisane des listes électorales et les dénonciations de préparatifs de fraude massive et de bain de sang effectués deux jours plus tôt par le commandant Boko, Ministre de l'Intérieur aussitôt limogé.

Le collectif, à travers des milliers d'observateurs indépendants déployés sur toute l'étendue du territoire national a constaté de nombreuses irrégularités : expulsion des délégués des candidats de la région de la Kara, Maritime, Centrale et des Savanes, présence de milices armées dans les isoires à Tchamba, vote important de mineurs et d'étrangers.

Ces irrégularités ont été perpétrées principalement par des éléments des forces de sécurité appuyés activement par des miliciens armés du RPT, parti au pouvoir. Ces irrégularités ont culminé avec l'expulsion manu militari, à l'heure du dépouillement, des délégués des candidats du RPT et de l'opposition de milliers de bureaux de vote et des observateurs de la société civile et des électeurs des alentours de ces mêmes bureaux de vote à travers tout le pays. Par ailleurs des milliers d'urnes ont été enlevés par les forces de sécurité, violant ainsi les dispositions du code électoral qui stipule que le dépouillement est immédiat et public. L'usage d'armes à feu a occasionné au moins huit pertes en vies humaines et au moins cinquante blessés par balles.

Dans le même temps, les câbles de l'émetteur principal de la société de téléphonie mobile, Télétel, étaient sectionnés par une escouade militaire. Des techniciens de l'autre compagnie, Togocel, étaient obligés sous les menaces de perturber fortement les communications sur leur réseau, tandis que le centre de traitement d'un candidat de l'opposition était saccagé et son personnel molesté et ligoté par les militaires. En outre le Ministère de l'Intérieur procède à un dépouillement parallèle truqué par une équipe de mercenaires en col blanc sous la direction de l'informaticien nigérian Any Arouna. Tous ces événements corroborent les révélations

le début de la transition, on déplore déjà plusieurs dizaines de morts civils, sans compter les blessés.

Sans surprise, l'État français et la CEDEAO apportent leur caution aux élections. Aujourd'hui, la situation est indescriptible et aucun décompte des

dernières victimes et dégâts n'est encore possible. Par ailleurs, dans le pays, toutes les communications (téléphone et Internet) sont régulièrement coupées et tous les médias indépendants interdits par le pouvoir.

Ajissons tous, Togoais, Français, Afri-

cains, amis de la liberté et des droits humains pour arrêter le bras armé des bourreaux du peuple togolais.

Le Togo ne doit pas rester isolé et s'enliser seul dans ce combat qui nous concerne tous, celui de la liberté et la démocratie.



du Ministre de l'Intérieur Boko, pourtant membre du parti au pouvoir, et relatives à un vaste plan de fraude massive, de désordre et de trucage du décompte des suffrages.

Face à cette mascarade grossière qui constitue un affront à la communauté internationale et une insulte inacceptable pour le peuple togolais, ainsi réduit au statut de peuple mouton, le collectif constate que la sincérité et la transparence du vote ont été gravement tronquées. Le collectif rejette par conséquent et à l'avance les résultats de ce hold-up électoral qui n'a que pour seuls précédents ceux d'Ibrahim Baré Maïnassara au Niger et de Robert Gueï en Côte d'Ivoire.

Le collectif appelle la CEDEAO et l'Union africaine à prendre leurs responsabilités devant l'Histoire. Le collectif appelle tous les citoyens togolais à la mobilisation pour obtenir un nouveau processus électoral conforme aux normes des standards internationaux sous la responsabilité d'une mission électorale des Nations Unies.

Le collectif appelle la communauté internationale à s'engager derrière le peuple togolais pour la concrétisation de ses aspirations légitimes à la démocratie et à la jouissance des droits humains les plus élémentaires.

Fait à Lomé le 25 avril 2005

Pour le Collectif, Adote Gandhi Akwe, coordinateur.

Membres du collectif : CTSO - LTDH - SEST - UNSIT - SADD - CAO-TOGO - ONG AMONO - UJA-TOGO - BARREAU-TOGO - LIIDE - FOSCAO - WANEP-TOGO - ACAT-TOGO - CTDH - DHTZ1 - ONUTA - CURLCT - PEACE CORPS FOR AFRICAN - RENAISSANCE - JUDA - GF2D - CSTT - TERRE NOUVELLE - CNSC-DIASTODE - SOLIDA - DHDCMC - CISAD - APED - COPED - NDHT - FPD - FETREN-UNSIIT - ONG ENTRED - AMIS - BRACU-TOGO - PCAR-OPSRM - NDH-TOGO - AFRIQUE TRADITION - FOFCATO - MPP-TOGO - ALCADES - FSCT- AFRICA HOPE INTERNATIONALE

